

***Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et  
l'environnement***

**Conseil d'administration  
Séance du 29 janvier 2021**

**Délibération n°3.6**

Le 29 janvier 2021, le Conseil d'administration de l'Institut Agro s'est réuni sous la présidence de Monsieur Dominique CHARGE à Paris  
Nombre de membres en exercice : 32  
Nombre de participants : 25  
Membres représentés (procuration) : 6  
Quorum : 16

**Point 3 - Gouvernance**

**Délibération 3.6 – Validation du projet TERMER et autorisation de la Directrice Générale afin de signer tout document se rapportant au projet**

**Rapport d'opportunité :**

Le projet TERMER vise à encourager une prise en compte des interactions « terre-mer » dans l'action publique locale en faveur du maintien des activités de la pêche et de l'aquaculture dans les espaces littoraux et maritimes.

Contenu :

Ce projet s'appuie sur l'étude de deux cas emblématiques en Bretagne, le Groupe d'action locale Pêche et Aquaculture (GALPA) du Pays de Saint-Brieuc et celui de la Côte d'Emeraude - Rance - Baie du Mont-Saint-Michel (CERBM).

Le projet propose une étude approfondie de chaque cas puis une comparaison des deux cas. Il comprend la production de connaissances et ateliers de co-construction mixant acteurs professionnels de la pêche et de l'aquaculture et acteurs des politiques publiques locales en charge de la gestion des littoraux.

L'étude de chaque cas débute par un état des lieux des enjeux du territoire face à l'intégration terre-mer et des outils et des pratiques présentes sur le territoire. Cet état des lieux permettra de dresser une vision synthétique de l'intégration terre-mer pour chaque territoire à partir de l'étude de trois champs de l'action publique locale, la planification territoriale et l'aménagement du territoire à partir du Schéma de cohérence territoriale (SCOT), la planification de la gestion de l'eau à partir du Schéma d'aménagement de gestion des eaux (SAGE), la gestion de l'environnement et de la biodiversité (type Aires marines protégées, zones Natura 2000...).

Ensuite plusieurs ateliers de co-construction seront mis en place dans une logique de partage des expériences et de mutualisation des idées, des outils et des méthodologies. Ces ateliers prendront les formes suivantes :

- Un atelier inter-GALPA : au démarrage du projet pour construire des références communes par le biais de visites de terrain. Cet atelier inter-GALPA sera délocalisé sur un territoire hors zone d'études pour enrichir les réflexions locales (l'étang de Thau fait partie des territoires repéré) ;
- Un atelier dans chaque GALPA : à la fin de l'analyse de chaque situation locale pour présenter les premiers résultats obtenus et engager le débat au niveau local ;
- Un atelier inter-GALPA : à la fin du projet pour partager les résultats, les discuter, les consolider et co-construire des propositions d'actions opérationnelles.

Les résultats du projet sont les suivants :

- La production d'un document synthétique pour chaque étude de cas présentant les données et analyses du cas (état de lieux des enjeux de l'intégration terre-mer pour le territoire et de la façon dont celle-ci est prise en charge localement) ainsi que les propositions d'actions élaborées lors de l'atelier.
- La production d'une analyse comparative des deux études de cas, tant sur les éléments de connaissances que sur les propositions d'actions.

Après avis du Conseil d'école interne d'AGROCAMPUS OUEST le 12 novembre 2020, il convient, compte tenu de la demande de la Région Bretagne pour le financement de ce projet, qu'une validation en Conseil d'administration soit faite sur le projet.

Par ailleurs, afin de simplifier les démarches, il convient de proposer au Conseil d'administration que la directrice générale ait le pouvoir de signer tout document se rapportant à ce projet.

ADOPTÉ :           à 29 voix pour  
                  à 0 voix contre  
                  et 0 abstention exprimée

### Délibération n°3.6

**Objet : Validation du projet TERMER et autorisation de la directrice générale à signer tout document se rapportant au projet**

*Vu le décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019 relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, notamment son article 9 ;*

Le Conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 29 janvier 2021, approuve, la validation du projet TERMER et autorise la directrice générale à signer tout document se rapportant au projet.

Fait à Paris, le 29 janvier 2021

Le Président du Conseil d'administration

Dominique Chargé

*Signature D. Chargé*



## *Identifier des outils d'intégration terre/mer au service des professionnels de la pêche et de l'aquaculture*

**Pays de Saint-Brieuc**

**Fonds sollicités : Europe - FEAMP - DLAL**

**Fiche Action n°1 : Acquérir et partager des connaissances environnementales et socio-économiques sur les ressources, les milieux et les activités humaines**

**Fonctionnement / Investissement : Fonctionnement**

### **IDENTIFICATION DU PORTEUR DE PROJET**

---

**Nom porteur :** Institut Agro

**N° SIRET :** 130 026 222 00

**Forme juridique :** Etablissement public

**L'entité appartient à un groupe :** Non

**Nombre de salariés ou d'agents (ETP) :** 425.00

**Montant du budget Annuel en k€ :** 4044.00

**Representant de la structure demandeuse :** CARNET LEBEURRIER Armelle, Directrice d'Agrocampus Ouest

**Représentant technique du projet :** Catherine Laidin, Ingénieure des ponts, des eaux et forêts  
catherine.laidin@agrocampus-ouest.fr

**Adresse postale :** 65 rue de Saint Brieuc 35042 Rennes Cedex

**Adresse électronique :** direction@agrocampus-ouest.fr

**Tel :** +33(0)2 23 48 50 00

### **CARACTERISTIQUES DU PROJET**

---

#### **1 - Eléments de contexte**

Aujourd'hui encore, malgré une prise de conscience de l'importance d'une gestion intégrée des zones côtières au niveau international, européen ou national, la frontière entre terre et mer divise profondément la gestion du littoral.

Chaque espace terrestre ou maritime dispose de ses propres gestionnaires, de ses propres outils juridiques et réglementaires, de ses politiques publiques, voire de ses références culturelles, posant ainsi la question de la gouvernance de ces territoires si particuliers. La relation entre terre et mer est appréhendée à travers différentes politiques, en particulier celles de l'aménagement du territoire, de la gestion de l'eau ou de la protection de l'environnement. Ainsi, le récent rapport de 2019 de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (dont le signe anglais est l'IBPES) met en évidence que les pollutions observées en mer proviennent à 80% des zones terrestres. Par ailleurs, les pressions en mer se font de plus en plus nombreuses face au développement de politiques industrielles en mer telles que les Énergies marines renouvelables, l'extraction de granulats... Finalement, bien que se situant en mer, les activités de la pêche et de l'aquaculture sont directement concernées par les décisions prises à terre dans des domaines très divers tels que la planification des activités socio-économiques et l'urbanisme, la gestion des espaces naturels, les énergies renouvelables....

Ces considérations ont conduit à des prises en compte dans la planification terrestre et maritime, en particulier avec l'élaboration de volets maritimes des schémas de cohérence territoriale (SCOT) ou de schémas de mise en valeur de la mer (SMVM). Toutefois, appréhender la complexité de cet espace peut demeurer un exercice difficile.

C'est pourquoi si l'intégration terre/mer est un enjeu central pour le maintien des activités de pêche et d'aquaculture, accompagner cette prise en compte passe par la combinaison de différents facteurs : (1) l'appréhension de l'espace terre- mer comme un continuum, (2) l'importance d'une coordination administrative et politique pour partir des besoins et propositions des acteurs locaux, (3) l'articulation des usages et activités pour aller au-delà des approches sectorielles, (4) l'intégration des enjeux environnementaux aux autres enjeux et enfin (5) la prise en compte des différentes temporalités (court et long termes) pour engager des actions.

La question de l'intégration terre-mer est donc cruciale pour les territoires littoraux. Elle concerne de multiples acteurs locaux, tant les institutions publiques, l'État ou des collectivités territoriales, que les acteurs privés telles que les entreprises de pêche ou d'aquaculture, leurs organisations professionnelles ou les associations environnementales. Elle permet de prendre en compte l'ensemble des activités du littoral, prises dans des interdépendances multiples et gérées à différents niveaux par différents acteurs.

L'objet de ce travail est alors de s'intéresser à l'intégration terre-mer pour accompagner le maintien des activités de la pêche et de l'aquaculture dans les espaces littoraux et maritimes ?

Nous proposons de réaliser le projet sur deux GALPA bretons, territoires emblématiques des activités halieutiques : le Pays de Saint-Brieuc, connu pour ses ports d'Erquy et Saint-Quay-Portrieux qui occupent une place nationale d'importance, notamment pour la pêche de la coquille Saint Jacques et la production de moules de bouchots (10 % de la production nationale), la Côte d'Emeraude – Rance – Baie du Mont Saint-Michel investie tant dans les activités de la pêche que de la conchyliculture. Tous deux sont dotés de plusieurs SCOT, SAGE et zones Natura 2000 complexifiant ainsi l'aménagement et la planification des territoires. Par ailleurs, ils sont tous deux déjà engagés dans différentes démarches ou études abordant les relations terre-mer à travers le déploiement des démarches GIZC, des approches territoriales européennes en faveur des territoires littoraux (le DLAL-FEAMP). En s'inscrivant dans la prolongation de ces précédents travaux, notre projet global inter-GALPA se réalise sur deux territoires littoraux, avec une partie réalisée sur chaque GALPA et une autre constituée d'une analyse commune des résultats de chaque territoire.

## **2 - Objectifs du projet / Améliorations attendues**

En engageant un projet inter-GALPA, le projet vise à :

- fournir aux professionnels de la mer (pêcheurs et conchyliculteurs) et aux autorités locales, d'une part, un panorama de la prise en charge de l'intégration terre-mer au sein des outils de planification terrestre, de la gestion des eaux et de l'environnement (Natura 2000) sur leur territoire et, d'autre part, d'apporter des éléments de comparaison avec d'autres territoires (par une analyse croisée entre les deux GALPA et par des comparaisons avec d'autres territoires déjà documentés). Ainsi, des points communs et des divergences, des expériences remarquables, des difficultés rencontrées et des pistes suivies seront mis en évidence ;
- proposer des modes d'action pour contribuer à une meilleure intégration des problématiques terre-mer et au renforcement des liens inter-filières. Deux dimensions seront appréhendées, l'articulation des différents outils de gestion et de la planification territoriale (SCOT, SAGE, Natura 2000) et le renforcement des compétences des acteurs de l'action publique locale. Ces modes d'action seront co-construits avec les acteurs locaux, dans le cadre de séminaires organisés sur chaque territoire.

### **3 - Présentation résumée du projet**

Ce projet inter-GALPA se déroulera autour de deux études de cas, l'une dans le Pays de Saint-Brieuc, l'autre en Côte d'Emeraude-Rance-Baie du Mont-Saint-Michel.

Chaque étude de cas se composera d'une phase de production de connaissances autour des enjeux et outils de gestion et de planification territoriale (SCOT, SAGE, Natura 2000) traitant à différents niveaux des relations entre terre et mer et d'une phase de mise en place d'ateliers de co-construction de méthodes d'accompagnement en faveur d'une meilleure prise en compte de l'intégration terre-mer.

Ce projet inter-GALPA se nourrira des expériences d'autres territoires (par le biais d'un recueil d'expériences déjà documentées, mais aussi grâce à un séminaire d'études dans le bassin de Thau pour aller à la rencontre des acteurs et pour identifier l'historique de gestion et les difficultés rencontrées) et des analyses croisées entre les territoires impliqués (Pays de Saint-Brieuc et Côte d'Emeraude-Rance-Baie du Mont-Saint-Michel).

A - La production de connaissances autour de l'utilisation des outils de gestion et de planification territoriale traitant de problématiques liées à l'intégration terre-mer

Cette phase reposera sur la réalisation d'un bilan de l'utilisation des outils d'aménagement et de planification territoriale au regard des problématiques terre/mer. Il ne s'agit pas d'appréhender les différents usages et les conflits dans les zones littorales, mais de comprendre comment l'action publique locale se saisit des outils à sa disposition pour traiter des relations entre terre et mer.

Cette phase s'appuiera sur une enquête qualitative. Elle prendra en compte les travaux déjà réalisés sur le territoire (types démarches GIZC, diagnostic inter-SCOT et construction de la candidature DLAL FEAMP, etc.). Elle se prolongera par l'analyse de l'utilisation des outils de gestion et de planification territoriale :

- planification territoriale et aménagement du territoire à partir du Schéma de cohérence territoriale (SCOT),
- planification de la gestion de l'eau à partir du Schéma aménagement de gestion des eaux (SAGE),
- gestion de l'environnement et de la biodiversité (zones Natura 2000).

L'étude comprendra :

- Une analyse des enjeux des filières pêche et aquaculture au regard de l'utilisation des outils de gestion et de la planification territoriale ;
- Une analyse de l'utilisation des outils de gestion et de la planification territoriale sur le territoire et de leurs effets sur les activités maritimes.

L'enquête qualitative s'organise autour d'une analyse documentaire et de la conduite d'entretiens semi-directifs. L'analyse documentaire permettra de retracer la construction de la prise en charge de l'intégration terre-mer (selon quels arguments) et sa mise en place au sein de l'action publique (avec quels outils).

Les entretiens semi-directifs seront réalisés sur chaque territoire (+/- 25 par site) auprès des représentants de chaque catégorie d'acteurs de l'action publique (élus, techniciens, représentants de l'État, pêcheurs, conchyliculteurs, représentants des professionnels, associations...). Une attention particulière sera portée aux professionnels (conchyliculteurs, pêcheurs...) et à leurs organisations professionnelles pour repérer leurs attentes envers l'action publique locale afin de favoriser la pérennité et le succès de leurs activités maritimes.

Il s'agit de collecter, d'une part, les connaissances et les pratiques de l'ensemble des acteurs de l'action publique locale (représentants des collectivités territoriales et de l'État, techniciens et élus, associations, acteurs socio-économiques,

etc.) sur les besoins des professionnels de la pêche et de l'aquaculture en matière d'intégration terre-mer, d'autre part les expériences emblématiques de leur territoire qui concourent ou freinent l'intégration terre-mer. Pour cela, pour chaque acteur, seront recensés les enjeux qu'il défend, les outils sur lesquels il s'appuie pour le faire, les besoins non traités en matière d'intégration terre/mer, les freins à l'intégration terre-mer au sein de l'action publique locale.

Le traitement des données sera effectué à partir d'une double analyse :

- Une analyse des entretiens de chaque territoire en suivant une grille thématique par types d'acteurs pour identifier les points d'accords et les points de débats ;

- Une analyse croisée à partir de tous les entretiens pour identifier les récurrences inter-territoires et inter-acteurs.

L'ensemble de ces analyses permettront de mettre en évidence les fragilités et les points de vigilance à explorer pour une meilleure prise en compte de l'intégration terre-mer au sein de l'action publique locale sur chaque territoire. Elles rendront compte également des expériences emblématiques, qui méritent d'être partagées au sein des communautés littorales et des professionnels de la pêche et de l'aquaculture.

B- La mise en place d'ateliers de co-construction dans chaque GALPA et entre les deux GALPA :

Cette seconde phase permettra de mettre en commun les bilans de l'utilisation des outils de gestion et de la planification territoriale, dans une logique de partage des expériences, de mutualisation d'idées, d'outils et de méthodologies. Elle associera tant les professionnels de la pêche et de l'aquaculture que l'ensemble des acteurs de l'action publique locale (élus, techniciens, représentants socio-économiques, représentants associatifs...). Elle visera une construction collective des outils d'accompagnement des acteurs locaux pour engager une meilleure intégration terre-mer sur les territoires. Elle s'organisera à travers la mise en place de plusieurs ateliers :

- un atelier inter-GALPA : au démarrage du projet pour construire des références communes par le biais de visites de terrain. Cet atelier inter-GALPA sera délocalisé sur un territoire hors zone d'études pour enrichir les réflexions locales (l'étang de Thau fait partie des territoires repérés, mais le choix sera arrêté avec les acteurs intéressés de chaque GALPA en début de projet). Par la visite d'un territoire engagé de longue date dans la prise en compte des problématiques terre/mer, l'ensemble des participants pourra se saisir des difficultés rencontrées par le territoire visité et de la manière dont ils ont réussi à les contourner ;

- un atelier dans chaque GALPA : à la fin de l'analyse de chaque situation locale pour présenter les premiers résultats obtenus et engager le débat au niveau local pour hiérarchiser les enjeux territoriaux et les pistes d'actions méthodologiques qui seront développées dans un second temps ;

- un atelier inter-GALPA : à la fin du projet pour partager les résultats, les discuter, les consolider et co-construire des propositions de méthodes d'accompagnement en faveur d'une meilleure prise en compte de l'intégration terre-mer ;

- une restitution des résultats en Commission mer et littoral de chaque GALPA sera aussi organisée.

Le temps de travail sera réparti à parts égales entre les deux GALPA. Ainsi, la clé de répartition de 50% sera donc appliquée aux dépenses.

#### **4 - Localisation**

**Localisation géographique : Pays de Saint-Brieuc**  
**Secteur concerné par le projet (rayonnement) Pays**

#### **5 - Résultat attendu**

- Nombre d'entretiens : 25 minimum par territoire
- Livrable : 3 - bilan de territoire par GALPA ; document synthétique de présentation des résultats et des propositions d'actions
- Nombre d'ateliers : 4 (1 dans chaque GALPA) et inter-GALPA (2)
- Nombre de participants à chaque atelier : 60 minimum pour tous les ateliers

**6 - Calendrier Prévisionnel**

Echéance	Date
Démarrage de projets	1 <sup>er</sup> trimestre 2021
Séminaire inter-GALPA	1 <sup>er</sup> semestre 2021
Etudes de cas : collecte et analyse de données	du 1 <sup>er</sup> trimestre 2021 au 4 <sup>e</sup> trimestre 2021
Séminaire de restitution pour chaque GALPA	4 <sup>e</sup> trimestre 2021
Séminaire inter-GALPA	1 <sup>er</sup> semestre 2022
Fin du projet	2 <sup>nd</sup> trimestre 2022

**PRESENTATION QUALITATIVE DU PROJET - EUROPE****1 - APPROCHE INNOVANTE ET PARTICIPATIVE****1 - Caractéristiques innovantes**

Le projet est innovant par son caractère coopératif et le regard croisé et multi-échelles qu'il permet tant entre les espaces (terre et mer), qu'entre les acteurs qu'il implique (professionnels et élus). Il permettra des échanges de bonnes pratiques et d'accompagner les territoires dans la mise en œuvre de ses politiques.

**2 Intérêt collectif**

Le projet permettra aux acteurs du territoire d'améliorer la prise en charge des relations entre terre-mer en apportant une meilleure compréhension des enjeux des différents acteurs littoraux et de l'utilisation des outils à leur disposition pour l'aménagement et la planification territoriale. Il favorisera ainsi la coopération entre acteurs locaux, professionnels des activités halieutiques et des zones littorales, autorités publiques en charge de la gestion des espaces maritimes et terrestres et représentants des organisations professionnelles et des associations. Les outils méthodologiques et les propositions permettront d'engager sur le territoire une meilleure intégration terre-mer dans les outils d'aménagement et de planification au bénéfice des professionnels de la pêche et de l'aquaculture.

**3 Bénéficiaire collectif**

Ce projet bénéficiera à l'ensemble du territoire du Pays de Saint-Brieuc, depuis les acteurs professionnels de la pêche et de l'aquaculture, jusqu'aux acteurs impliqués dans la planification terrestre, la gestion de l'eau et la protection de l'environnement (élus et agents des collectivités territoriales, associations, organisations professionnelles). Il permettra d'engager un processus de partage de connaissances et d'échanges entre acteurs du territoire et avec d'autres territoires et de proposer une méthodologie pour engager une meilleure intégration terre-mer au sein des outils de planification de l'aménagement du territoire, de la gestion de l'eau et de la préservation de l'environnement.

**2 - Accès public aux résultats de l'opération****1 - Quelle communication va être mise en place ?**

Les résultats seront présentés et diffusés à travers divers canaux complémentaires. Tout d'abord, ils seront présentés et débattus afin de les valider collectivement et de les renforcer lors des ateliers sur chaque GALPA (partage du bilan des utilisations des outils d'aménagement et de planification territoriale au regard des enjeux de l'intégration terre-mer), mais aussi lors de l'atelier inter-GALPA (partage des expériences emblématiques, diffusion de bonnes pratiques, propositions de formation et de concertation...). Ainsi, les personnes qui auront participé à l'étude participeront à l'élaboration des résultats.

Ensuite, les résultats donneront lieu à la production de documents synthétiques à destination des professionnels de la pêche et de l'aquaculture, des organisations professionnelles et des acteurs de l'action publique locale.

Chaque GALPA disposera d'un bilan des utilisations des outils de l'aménagement et de la planification territoriale au regard des enjeux de l'intégration terre-mer.

L'analyse de chaque GALPA puis entre les deux GALPA donnera lieu à la rédaction d'un guide méthodologique pour favoriser l'intégration terre-mer dans l'action publique locale. Ce guide présentera les fragilités à prendre en compte, les points d'appui possibles, les expériences emblématiques des territoires des GALPA ou d'autres territoires.

L'ensemble des documents produits seront mis en ligne sur le site internet du Pôle halieutique, mer et littoral d'AGROCAMPUS OUEST et publicisés sur les réseaux sociaux professionnels.

Les résultats de l'étude seront également présentés en Commission Mer et littoral de chaque GALPA.

### **3 - Impact sur le territoire et les filières locales**

#### **1 - Impact environnemental**

Ce projet, à travers la question qu'il pose (l'intégration terre-mer) et à laquelle il apportera quelques propositions de réponses opérationnelles permettra favoriser une meilleure protection de la ressource et des milieux littoraux et marins.

#### **2 Pérennité du modèle économique**

En s'intéressant aux utilisations des outils d'aménagement et de planification territoriale en faveur de l'intégration terre-mer, le projet inter-GALPA vise le maintien et la pérennisation des activités de la pêche et de l'aquaculture dans les territoires littoraux. Notamment en veillant à une meilleure prise en compte des besoins des activités professionnelles dans l'action publique locale, il contribue au soutien d'activités économiques essentielles à ces territoires.

#### **3 Impact sur l'emploi**

Par une meilleure prise en compte des besoins des professionnels, le projet s'inscrit dans une démarche de pérennisation des activités de la pêche et de l'aquaculture et donc des emplois liés.

#### **4 Concertation avec les parties prenantes du territoire concernées par le projet**

Ce projet inter-GALPA permettra à la fois la construction d'un vocabulaire et d'une compréhension de l'intégration terre-mer, tout en encourageant les échanges de bonnes pratiques. Pour y parvenir, il s'appuiera sur les réseaux constitués par les GALPA ou ceux déjà existants tels que le réseau Melglaz, l'association des élus du littoral ou celui constitué par les partenaires du Pôle halieutique d'AGROCAMPUS OUEST.

#### **5 - Implication des professionnels, caractère fédérateur, ancrage et cohérence territoriale**

Une première partie de l'enquête sera réalisée auprès des professionnels et des organisations professionnelles de la pêche et de l'aquaculture pour repérer leurs attentes envers les acteurs publics en charge de l'aménagement et de la planification territoriale afin de favoriser la pérennité et le succès de leurs activités maritimes.

Ce projet inter-GALPA permettra la construction d'un vocabulaire et d'une compréhension de l'intégration terre-mer, tout en encourageant les échanges de bonnes pratiques. Pour y parvenir, il s'appuiera sur les réseaux constitués par les GALPA ou ceux déjà existants tels que le réseau Melglaz, l'association des élus du littoral ou celui constitué par les partenaires du Pôle halieutique, mer et littoral d'AGROCAMPUS OUEST.



## PRESENTATION FINANCIERE

Les dépenses prévisionnelles doivent être du même montant que les recettes prévisionnelles

Seules les dépenses qui ne font l'objet ni d'une récupération de TVA ni d'un assujettissement à la TVA peuvent être présentées en TTC.

Récupération de la TVA : Oui

Assujettissement à la TVA : Oui

Dépenses Réelles		
Description des postes de dépenses	Montant (EUR HT)	%
Frais salariaux liés à la coordination scientifique et à la gestion de projet	35 000.00	21.37
Déplacements et hébergements	17 700.00	10.81
Organisation des séminaires (salles + restauration)	9 000.00	5.49
Edition de documents	6 000.00	3.66
Frais indirects (15% frais de personnel)	17 100.00	10.44
Frais salariaux liés à la mise en œuvre du projet	79 000.00	48.23
<b>Total</b>	<b>163 800.00</b>	<b>100.00</b>

Recettes		
Financeurs (co-financeurs envisagés)	Montant (EUR HT)	%
Europe - FEAMP - DLAL CERBM	32 760.00	20.00
Europe - FEAMP - DLAL Pays de Saint-Brieuc	32 760.00	20.00
Région - politique sectorielle	65 520.00	40.00
Autofinancement public	32 760.00	20.00
<b>Total</b>	<b>163 800.00</b>	<b>100.00</b>

Dépenses Eligibles		
Description des postes de dépenses	Montant (EUR HT)	%
Frais salariaux liés à la coordination scientifique et à la gestion de projet	17 500.00	21.37
Déplacements et hébergements	8 850.00	10.81
Organisation des séminaires (salles + restauration)	4 500.00	5.49
Edition de documents	3 000.00	3.66
Frais indirects (15% frais de personnel)	8 550.00	10.44
Frais salariaux liés à la mise en œuvre du projet	39 500.00	48.23
<b>Total</b>	<b>81 900.00</b>	<b>100.00</b>

Recettes éligibles		
Financeurs (co-financeurs envisagés)	Montant (EUR HT)	%
Europe - FEAMP - DLAL Pays de Saint-Brieuc	32 760.00	40.00
Région - politique sectorielle	32 760.00	40.00
Autofinancement public	16 380.00	20.00
<b>Total</b>	<b>81 900.00</b>	<b>100.00</b>